

## US jobs: deepening gloom

MARTIN HUTCHINSON

**breakingviews.com**

September's jobs data makes it clear that the US economy is still in a record-breaking hole. The headline number – a 263,000 drop in nonfarm payrolls when analysts expected a 180,000 fall – was just the centrepiece of a depressing labour market landscape. The rate of job losses had been slowing fairly dramatically from 741,000 in January, implying the end of the recession might be at hand. But the increase from the 201,000 drop in August suggests the improvements may be at an end.

There is more bad news. It is easier to cut or add hours than headcount. The average workweek had ticked up to 33.1 hours in August; it dropped back to 33.0 in September. That isn't what should be happening this far into the longest US recession since the Second World War.

Statistical mavens will be depressed by the preliminary annual benchmark revision of the size of the workforce. It showed 824,000, or 0.6%, fewer nonfarm employees than in the previous year's count. If the new estimate were put into the current calculation, the unemployment rate would be well above 10%.

An economy losing 263,000 jobs monthly – 2.4% of the workforce annually – simply is not in recovery. Indeed, the lost income and increased insecurity are creating a steep barrier to growth in consumption.

The labour market deterioration seems to fit badly with recent indications of strength, or less weakness, in manufacturing and housing – enough to create something like an annualised 3% increase of US GDP in the third quarter. But many of the positive developments look like artificially stimulated blips.

Think the «cash for clunkers» boost to automobile sales in July-August, or the effect on housing of ultra-low interest rates and a projected \$627bn of home loans on concessionary terms from the Federal Housing Agency. Increased exports and government spending can only temporarily mask the economy's ill-health. In the long run, such high levels of unemployment matter more. They can only depress living standards and reduce the country's wealth.

Neither monetary nor fiscal stimulus is a source of long-term prosperity. The US economy is now discovering their downside. ■

**Context** News. Nonfarm payroll employment declined 263,000 in September, July and August declines were reversed up by a net 13,000 jobs. The unemployment rate rose from 9.7% to 9.8%. Since December 2007, 7.2m jobs have been lost, compared with 2.1m in the recession of 2001-02, 1.7m in 1990-91, 2.0m in 1981-82 and 2.0m in 1974-75. The unemployment rate has risen by 5.4 percentage points since May 2007, compared with a 2.2, 2.8, 5.1 and 4.4 percentage points in the most recent recessions.

# Les époques troublées favorisent les réformes de gestion en entreprise

LUCIAN BEBCHUK\*

Lors de leur dernière réunion au début de ce mois, les ministres des finances du G20 et les gouverneurs des banques centrales ont appelé à une meilleure gestion des entreprises. De tels appels sont souvent entendus, mais certaines pressions font qu'il est difficile pour les gouvernements de mettre en place les réformes nécessaires. Donc, si l'on veut que soient mises en œuvre des réformes sérieuses, il faudra que l'état fasse montre d'une grande fermeté et de persévérance.

De nombreux pays accordent à ceux qui investissent dans les entreprises publiques des niveaux de protection qui sont tout simplement inadéquats. Même dans les pays dotés de systèmes de gestion d'entreprise aboutis, il persiste des arrangements excessivement laxistes sur les délits d'initiés. Aux Etats-Unis, par exemple, les initiés profitent de protections de la part des repreneurs ce qui, preuves empiriques à l'appui, contribue à dévaluer l'entreprise.

Ce n'est pas par un manque de connaissances des autorités publiques que des gestions laxistes d'entreprises perdurent. Des obstacles politiques permettent souvent que perdurent de petits arrangements même après qu'ils aient été reconnus inefficaces.

En général, la majorité des citoyens s'intéresse assez peu aux questions de gestion des entreprises. En conséquence, les politiciens estiment que les décisions votées sur la protection des investisseurs n'auront qu'un impact modéré sur les décisions de vote de leurs concitoyens. Par contre, les groupes d'intérêts dont les enjeux ne sont pas les mêmes, suivent avec attention ces questions et pratiquent un lobbying important.

## Les grandes vertus anticycliques de la formation continue

*La formation continue a une place dans la Constitution depuis 2006. Mais depuis plusieurs mois le dossier est bloqué au Conseil fédéral.*

Citée toujours avec éloge dans les discours de cantone, prônée sans vergogne dans l'argumentation politique, la formation continue permet d'anticiper les crises ou, au moins, d'en atténuer les effets dévastateurs pour en sortir plus vite.

(...) Mais dans le monde académique, des Universités aux Instituts, dans le Masterplan HES alors qu'il s'agit d'une des missions attribuées par la loi fédérale, partout la question des financements de la formation continue pose problème, quand ce n'est pas sa suppression qui est presque programmée.

Pourrant, toutes les analyses, études scientifiques et universitaires, les conclusions de l'OCDE et des centres de formation de multinationales font au contraire l'éloge d'une formation continue souple, rapidement proactive, modulable et répondant tout à la fois aux besoins individuels, sociaux et économiques.

Or la situation internationale et les premiers effets forts de la crise se font brutalement ressentir et ne laissent présager, malheureusement, qu'une vive et plutôt longue récession. De nombreux cadres de l'économie, mais aussi des politiciens, des artistes et des formateurs bien sûr cependant veulent cette loi fédérale, et vive! La formation continue est devenue un marché en pleine croissance: à ce titre, elle doit pouvoir bénéficier d'un environnement optimal, qui passe par une transparence accrue. Depuis longtemps, les organisations intéressées demandent d'auteurs que soit concrétisée la disposition constitutionnelle relative à une loi sur la formation continue: ce printemps 2009, puis cet été elles ont ainsi formulé leurs exigences, notamment aux Commissions «science, éducation et culture» du Conseil National et du Conseil des Etats, sous la forme d'une «initiative administrative». L'Initiative parlementaire «formation continue» (09.426) déposée par la commission du National vient de rencontrer l'aval unanime de sa sœur des Etats qui a tenu à entendre la Conseillère fédérale Doris Leuthard, elle-même ancienne présidente d'université populaire. Volontariste, Mme Leuthard a présenté plusieurs options pour la mise en œuvre du mandat constitu-

tionnel, en se fondant sur un avis de droit élaboré par un groupe d'experts ad hoc mandaté par le Conseil fédéral. Les départements concernés – soit le DFE et le DFI – vont rédiger un rapport que le gouvernement examinera cet automne, en même temps que l'avis de droit; ces deux documents seront ensuite soumis aux deux commissions précitées.

Il devrait donc capital de faire les bons choix: privilégier les formations directement profitables certes, mais aussi celles à larges vues culturelles et anticycliques (éducation citoyenne, au développement durable à la santé et à la pluralité), créer les conditions pour stimuler la responsabilité personnelle: tout ceci ne peut être conçu sans accorder un bonus à l'investisseur, aussi bien au proposant qu'au client. Les efforts consentis par les deux camps le méritent.

Nombreux sont les responsables de formation qui craignent qu'autrement certains n'aient regagné pas le port et que d'autres y restent très longtemps: «celui qui attend que tout danger soit écarté pour mettre les voiles ne prendra jamais la mer»... (Thomas Fuller). Il faut donc passer à l'action. Les décideurs qui ont le recul indispensable, les personnalités politiques d'envergure, des responsables de nos économies publique et privée connaissent ces enjeux. Ils doivent intervenir, afin que la société concernée puisse décider et assumer des choix identifiés, qui engagent le pays à long terme. Quant à notre mission, dans ces circonstances, elle consiste à éveiller, avertir, renseigner, témoigner.

Diogène ne chercherait-il pas, la nuit, à rencontrer ses concitoyens, avec une lanterne et un gourdin, en leur disant chercher un homme honnête? Les arpenteurs et passeurs de culture des Universités populaires sont, comme Diogène, en action depuis de nombreuses soirées. Qu'ils continuent, et qu'on leur facilite leur mission afin de «mettre le savoir par tage en action».

FABIEN IOI ZEDDA  
Association des Universités  
Populaires Suisses



IL EST CAPITAL DE FAIRE LES BONS CHOIX: PRIVILÉGER LES FORMATIONS DIRECTEMENT PROFITABLES CERTES, MAIS AUSSI CELLES À LARGES VUES CULTURELLES ET ANTICIPATIVES.

Le groupe qui normalement pourrait avoir le plus d'influence est celui constitué d'initiés au sein d'entreprises publiques. Ces initiés forment un lobby particulièrement puissant par leur capacité à utiliser certaines des ressources des sociétés dont ils ont le contrôle. Ils ont le pouvoir d'imputer les contributions de campagne de leur entreprise, d'offrir des postes ou de proposer des affaires aux proches ou aux associés des hommes politiques (ou à des politiques proches de la retraite), et d'utiliser leurs affaires pour soutenir les questions et les causes que les politiciens cherchent à faire avancer. Alors qu'il est peu probable que des investisseurs individuels s'engagent dans des actions de lobbying pour obtenir une meilleure garantie investisseur, on pourrait espérer des investisseurs institutionnels (fonds communs de placement, banques, compagnies d'assurance, etc) qu'ils le fassent. Les investisseurs institutionnels reçoivent des fonds de particuliers et les investissent dans des sociétés publiques. Parce que ces investisseurs institutionnels investissent des sommes conséquentes dans ces sociétés, ils devraient être bien informés sur ces questions de gouvernance.

Mais les investisseurs institutionnels ne font généralement pas le poids face au lobbying des initiés. Contrairement aux initiés, les investisseurs institutionnels ne peuvent pas repérer les coûts de lobbying sur les entreprises publiques dont la protection investisseur est en jeu. De plus, et dépendant de leurs liens avec leurs propres investisseurs, certains investisseurs institutionnels (par exemple, les gestionnaires de fonds communs de placement) ne peuvent s'empêcher que d'une fraction de la valorisation de leur portefeuille à cause des réformes de gestion d'entreprise. Ceci limite leur volonté de s'investir dans des actions de lobbying visant à contre-carrer celles des initiés.

De plus, ceux qui prennent les décisions pour les investisseurs institutionnels ont souvent des intérêts qui découragent le lobbying en faveur de mesures plus contraignantes à l'encontre des initiés. Certains investisseurs institutionnels font partie d'entreprises publiques, et sont donc, par conséquent, sous le contrôle d'initiés dont les intérêts ne sont pas servis par les nouvelles contraintes. Et même les investisseurs institutionnels qui ne sont pas liés à des entreprises publiques peuvent avoir intérêt à récupérer des marchés avec ces sociétés, ce qui fait pousser pour des réformes auxquelles s'opposent les initiés.

## Ireland EU: move on

PIERRE BRIANÇON

**breakingviews.com**

The Lisbon treaty promises a step forward for the EU. But it's a small one, and Europe would not have coped any better if it had been in place before the financial crisis. An Irish vote against the treaty would have been tough, but Europe's most pressing challenges are now of a different nature. The debates around the treaty are largely the remnants of a past era. It was meant to help the EU cope with its ever-enlarging process, and avoid the crippling of its decision-process, when major decisions have to be unanimous. The proposed creation of a EU president also bears the mark of an era when Europe

was mostly worried about its diplomatic clout. The treaty is all about politics and diplomacy. But the past two years have been all about the economy and finance. By definition, what worked didn't owe anything to the Lisbon treaty. EU members managed to coordinate their fiscal response to the crisis, and came up with a common stance on most major topics at G20 meetings. They are on their way to agreeing to a set of new regulations for the banking industry. A common currency has proven strong cement for eurozone members. To start, the Lisbon treaty is still far from being implemented. Although Poland might retract its opposition, Vaclav Klaus, the obdurate Czech president, still seems intent on making ratification fail. ■

\* *Professeur à Harvard, Project Syndicate Article coécrit avec Zvika Neeman.*